

## ANNEXES

- ANNEXE 1 Bibliographie des travaux de projection du Bureau of Labor Statistics (BLS)
- ANNEXE 2 Les erreurs de prévisions globales  
*Tableau a* : États-Unis: (prévisions du BLS) Production, population active, emploi, productivité  
*Tableau b* : États-Unis : Les erreurs de prévision concernant le taux de chômage et le taux d'activité des femmes  
*Tableau c* : France : Les erreurs de prévision sur les grandeurs économiques globales  
*Tableau d* : France : Les erreurs de prévisions sur le nombre de la population active  
*Tableau e* : France : Taux de chômage
- ANNEXE 3 Sources du tableau 1 : États-Unis, les erreurs de projection d'emploi par grand secteur d'activité
- ANNEXE 4 Les principales difficultés techniques des comparaisons entre l'évolution prévue et l'évolution effective de l'emploi sur le long terme
- ANNEXE 5 Évolution de la répartition de l'emploi par grands secteurs en France et dans les principaux pays de l'OCDE
- ANNEXE 6 Comment les ménages français se déchargent des tâches culinaires
- ANNEXE 7 Croissance relative, prévue et constatée de la consommation des ménages par « fonction » de consommation, en volume
- ANNEXE 8 L'amplitude des fluctuations à court terme de la consommation et de l'emploi, selon la nature du produit
- ANNEXE 9 L'évolution de l'emploi dans les diverses branches du secteur tertiaire
- ANNEXE 10 Évolution comparée de la consommation des ménages entre la période 1973 à 1985 et la période 1985 à 2000
- ANNEXE 11 Achat de services de réparation ou achat de biens destinés à l'autoproduction de ces services



**ANNEXE 1**  
**BIBLIOGRAPHIE DES TRAVAUX DE PROJECTION**  
**DU BUREAU OF LABOR STATISTICS (BLS)**

On ne retient ci-dessous que les projections d'assez long terme, publiées au moins 7 ans avant l'année projetée.

En dehors des articles de la *Monthly Labor Review*, les projections du BLS ont souvent fait l'objet de descriptions plus détaillées dans la série des « BLS bulletins ». Les références de ces bulletins sont généralement indiquées à la fin des articles de la MLR, cités ci-dessous.

**1° Présentation des projections**

N° d'ordre	Période couverte par la projection	
1	1960 à 1970	US Department of Labor, "The manpower challenge of the 1960's", US G.P.O. 1960
2	1968 à 1980	BLS "The US economy in 1980: a preview of BLS projections", in MLR avril 1970, pp. 3-24
3	} 1972 à 1980 1972 à 1985	Ronald E.Kutscher: "The United States economy in 1985. Projections of GNP, income, output and employment", in MLR décembre 1973, pp. 27-42
4		
5	1973 à 1985	T.J. Mooney, J.H. Tschetter: "Revised industry projections to 1985" in MLR novembre 1976, pp. 3-9
6	1977 à 1985	Valerie A. Personick: "Industry output and employment. BLS projections to 1990" in MLR avril 1979.
7	1979 à 1990	Valerie A. Personick: "The outlook for industry output and employment through 1990" in MLR août 1981, pp. 28-41
8	} 1982 à 1990 1982 à 1995	Valerie A. Personick: "The job outlook through 1995: industry output and employment projections" in MLR novembre 1983, pp. 24-36
9		
10	1984 à 1995	Valerie A. Personick: "A second look at industry output and employment trends through 1995" in MLR novembre 1985, pp. 26-41
11	1986 à 2000	Valerie A. Personick: "Industry output and employment through the end of the century", in MLR novembre 1997, pp. 30-45
12	1988 à 2000	Valerie A. Personick: "Industry output and employment: a slower trend for the nineties", in MLR novembre 1989, pp. 25-41
13	1990 à 2005	Max L. Carey et James C. Franklin: "Industry output and job growth continues slow into next century" in MLR, novembre 1991, pp. 45-63
14	1992 à 2005	James C. Franklin: "Industry output and employment" in MLR novembre 1993 pp. 41-59
15	1994 à 2005	James C. Franklin: "Industry output and employment projections to 2005" in MLR novembre 1995, pp. 45-59
16	1996 à 2006	James C. Franklin: "Industry output and employment projections to 2006", in MLR novembre 1997, pp.?? -57
17	1998 à 2008	Alison Thomson: "Industry output and employment projections to 2008", in MLR novembre 1999, pp. 33-50

## 2° Évaluation critique des projections

N° d'ordre	Période couverte par la projection	
1	1960 à 1970	S. Sverdlof: "How good were manpower projections for the 1960's" in MLR novembre 1969, pp. 17 à 22
2 3	1968 à 1980 1972 à 1980	John Tschetter: "An evaluation of BLS' projections of 1980 industry employment", in MLR août 1984, pp. 12-22
4 5	1972 à 1985 1973 à 1985	John Tschetter: "An evaluation of BLS' projections of the 1985 economy" in MLR septembre 1988, pp. 24-33
6 7 8	1977 à 1990 1979 à 1990 1982 à 1990	Norman C. Saunders: "BLS employment projections for 1990: an evaluation", in MLR août 1992, pp. 15-31
9	1982 à 1995	La Monthly Labor Review n'a pas publié d'évaluation de cette projection.
10	1984 à 1995	Arthur Andreassen: "Evaluating the 1995 industry employment projections" in MLR septembre 1997, pp. 9-15

**ANNEXE 2**  
**LES ERREURS DE PREVISIONS GLOBALES**

Tableau a  
Etats-Unis

Production, population active, emploi, productivité  
Écart : (Taux de croissance annuel prévu en %) – (Taux observé en %)

Projections couvrant la période		Production totale <sup>1</sup>	Population active <sup>2</sup>	Emplois <sup>3</sup>		Productivité <sup>4</sup>
				Nombre d'emplois	Nombre de personnes employées	
1960 à 1970	<i>variante unique</i>	+0,1	-0,1	-0,7	n.d.	n.d.
1968 à 1980	<i>variante "de base"</i>	+1,3	-0,7	-0,3	-0,4	+1,7
1972 à 1980		+1,9	-0,7	-0,1	-0,4	+2,3
1972 à 1985	<i>variante centrale</i>	+1,5	-0,6	-0,2	-0,4	+1,9
1973 à 1985		+1,2	-0,5	-0,2	-0,3	+1,5
1977 à 1990	<i>moyenne des variantes</i>	+0,7	-0,1	=	=	+0,7
1979 à 1990		+0,55	=	+0,2	=	+0,5
1982 à 1990		-0,2	=	-0,5	-0,1	-0,1
1982 à 1995	<i>variante centrale</i>	+0,1	=	-0,2	-0,1	=
1984 à 1995		+0,4	-0,2	-0,5	-0,3	+0,7
1986 à 2000	<i>variante centrale</i>	-0,6	-0,1	-0,6	-0,3	-0,3
1988 à 2000		-0,6	=	-0,5	-0,2	-0,4

Sources du tableau a :

**1° 1960 à 1970 :**

Projections et réalisations : Monthly Labor Review (MLR) novembre 1969, pp.17-22, (complété par statistiques courantes du Bureau of Labor Statistics).

**2° 1968 à 1980 :**

Projections et réalisations : MLR août 1984, pp. 16 et 18

<sup>1</sup> Gross National Product

<sup>2</sup> Population active civile

<sup>3</sup> Le nombre des emplois (*jobs*) est sensiblement plus élevé aux Etats-Unis que celui des personnes occupées, une même personne occupant souvent plusieurs emplois.

<sup>4</sup> La productivité est ici mesurée par le rapport production totale/nombre de personnes ayant un emploi.

**3° 1972 à 1980 :**

-Pour la production, la population active et le nombre d'emplois,

Projections et réalisations : MLR, août 1984

-Pour le nombre de personnes occupées : Projections : MLR décembre 1973, p.28,

Réalisations : statistiques courantes du BLS

**4° 1972 à 1985 :**

-Pour le nombre de personnes occupées : même source que pour 3°

-Pour les autres grandeurs : Projections et réalisations : MLR septembre 1988, pp. 24 à 33

**5° 1973 à 1985 :**

-Pour le nombre de personnes occupées :

Projection MLR mars 1976, p.11.

Réalisation: Statistiques courantes du BLS

-Pour les autres grandeurs, même source que pour 4)

**6° 1977 à 1990**

7° 1979 à 1990 } Projections et réalisations : MLR août 1992, p.18

**8° 1982 à 1990****9° 1982 à 1995 :**

Projections : MLR novembre 1983, pp. 25 et 26.

Réalisations: statistiques courantes du BLS.

**10° 1984 à 1995 :**

Projections : pour le nombre d'emplois: MLR novembre 1985, p. 28 Pour les autres grandeurs : MLR novembre 1985, p.4

Réalisations: statistiques courantes du BLS

**11° 1986 à 2000 :**

Projections : pour le nombre d'emplois : MLR novembre 1987, p. 32. Pour les autres grandeurs : MLR novembre 1987, p. 10

Réalisations : statistiques courantes du BLS

**12° 1988 à 2000 :**

Projections : pour le nombre d'emplois : MLR novembre 1989, p. 26. Pour les autres grandeurs : MLR novembre 1989, p. 14.

Réalisations : statistiques courantes du BLS.

Tableau b  
États-Unis

Les erreurs de prévision concernant :

Projections couvrant la période	<i>Le taux de chômage</i>			<i>Le taux d'activité des femmes</i>		
	Taux prévu	Taux constaté	Ecart	Taux prévu	Taux constaté	Ecart
	en fin de période			en fin de période		
	A	b	a - b	a	b	a - b
1 <b>1960 à 1970</b>	4,0	4,9	-0,9	38,3	43,3	-5,0
2 <b>1968 à 1980</b>	4,0	7,1	-3,1	43,0	51,5	-8,5
3 <b>1972 à 1980</b>	4,0	7,1	-3,1	45,0	51,5	-6,5
4 <b>1972 à 1985</b>	4,0	7,2	-3,2	45,6	54,5	-8,9
5 <b>1973 à 1985</b>	4,0	7,2	-3,2	50,3	54,5	-4,2
6 <b>1977 à 1990</b>	4,2	5,6	-1,4	57,1	57,5	-0,4
7 <b>1979 à 1990</b>	4,8	5,6	-0,7	59,6	57,5	+2,1
8 <b>1982 à 1990</b>	6,1	5,6	+0,5	58,3	57,5	+0,8
9 <b>1982 à 1995</b>	6,0	5,6	+0,4	60,3	58,9	+1,4
10 <b>1984 à 1995</b>	6,0	5,6	+0,4	58,9	58,9	0
11 <b>1986 à 2000</b>	6,0	4,0	+2,0	61,5	60,2	+1,3
12 <b>1988 à 2000</b>	5,5	4,0	+1,5	62,6	60,2	+2,4

**N.B.** : Chacune des projections 5 à 12 comporte 3 variantes correspondant à des croissances plus ou moins fortes de la population active. On a retenu ici, dans chaque cas, la variante centrale, manifestement privilégiée dans la plupart des articles cités.

D'ailleurs, les auteurs de ces articles concernant la population active n'établissent aucun lien entre ces variantes et celles développées par ailleurs touchant la production et l'emploi. Autrement dit, ils n'admettent pas, semble-t-il, que le niveau de la population active, c'est-à-dire le volume de l'offre de travail, soit influencé par celui de la demande.

Sources du tableau b :

Taux de chômage : taux prévu et constaté en fin de période : mêmes sources que celles indiquées au tableau a pour le nombre de personnes occupées.

Taux d'activité des femmes : (= pourcentage d'actives parmi les femmes âgées de 16 ans ou plus)

Taux constaté en fin de période : statistiques courantes du BLS (enquêtes mensuelles auprès des ménages)

Taux prévus en fin de période :

1° **1960 à 1970** : Monthly Labor Review (MLR) octobre 1972, pp. 22 à 29

2° **1968 à 1980**: MLR avril 1970, p.27

3° **1972 à 1980** :  
4° **1972 à 1985** : } MLR juillet 1973, p.4

5° **1973 à 1985** : MLR décembre 1976, p.5

6° **1977 à 1990** : MLR décembre 1978, p.26

7° **1979 à 1990** : MLR décembre 1980, p.12

8° **1982 à 1990** :  
9° **1982 à 1995** : } MLR novembre 1983, p. 5

10° **1984 à 1995** : MLR novembre 1985, p. 24

11° **1986 à 2000** : MLR septembre 1987, p.25

12° **1988 à 2000** : MLR novembre 1989, p. 5

Tableau c  
France  
Les erreurs de prévision sur les grandeurs économiques globales

- (a) Taux annuel de croissance prévu, en %.  
(b) Taux annuel de croissance observé, en %.  
(c) Ecart : (a) –(b).

		PRODUCTION			EMPLOI			PRODUCTIVITE		
Période		(production marchande)			(= nombre de personnes occupées) <sup>5</sup>			(production par personne occupée)		
couverte par la projection		Taux prévu	Taux observé	Ecart (a) - (b)	Taux prévu	Taux observé	Ecart (a) - (b)	Taux prévu	Taux observé	Ecart (a) - (b)
		(a)	(b)	(c)	(a)	(b)	(c)	(a)	(b)	(c)
1 <sup>er</sup> Plan <sup>6</sup>	1946 à 1952	6,2	5,3	+ 0,9	n.d.			n.d.		
2 <sup>e</sup> Plan	1952 à 1957	4,6	5,2	- 0,6	n.d.			n.d.		
3 <sup>e</sup> Plan	1956 à 1961	4,9	4,9	0	0,3	- 0,2	+ 0,5	4,6	5,1	-0,5
4 <sup>e</sup> Plan	1959 à 1965	5,5	6,5	- 1,0	0,6	0,6	0	4,9	5,8	-0,9
5 <sup>e</sup> Plan	1964 à 1970	5,0	5,6	- 0,6	0,3	0,6	- 0,3	4,7	5,0	- 0,3
6 <sup>e</sup> Plan	1969 à 1975	5,9	4,5	+ 1,4	0,7	0,5	+ 0,2	5,2	4,0	+ 1,2
7 <sup>e</sup> Plan	1974 à 1980	4,7	2,8	+ 1,9	0,2	0	+ 0,2	4,5	2,8	+ 1,7
<b>« Prévisions glissantes »</b>										
	1979 à 1985	2,5	1,5	+ 1,0	- 0,3	- 0,7	+ 0,4	2,8	2,2	+ 0,6
	1982 à 1988	1,5	2,3	- 0,8	- 0,7	- 0,4	- 0,3	2,2	2,6	- 0,4
	1986 à 1992	2,3	2,7	- 0,4	- 0,5	+ 0,3	- 0,8	2,8	2,3	+ 0,5
<b>Projections à très long terme</b>										
	1962 à 1985	4,6	3,9	+ 0,7	0,45	0,2	+ 0,25	4,1	3,7	+ 0,4
A)	1985 à 2000 <sup>7</sup>	2,8	2,3	+ 0,5	- 0,2	0,5	- 0,7	3,1	1,9	+ 1,2
B)	1985 à 2000 <sup>8</sup>	3,9	2,3	+ 1,6	1,2	0,5	+ 0,8	2,7	1,9	+ 0,8

<sup>5</sup> Personnes occupées dans les branches d'activité marchande.

<sup>6</sup> Les valeurs indiquées à cette ligne ne sont qu'approximatives, compte tenu de l'incertitude de la comptabilité nationale dans ses débuts.

Voir Pierre Bauchet, *La planification française du premier au sixième Plan*, Paris : Editions du Seuil, 1970, p.257 et suivantes

<sup>7</sup> « Scénario de continuité avec environnement économique favorable » développé dans l'ouvrage publié sous la direction de H. Guillaume, Commissaire au Plan : *Faire gagner la France*, Hachette, Paris, 1986, p.108.

<sup>8</sup> « Scénario de modernisation et de réorganisation du travail », *ibidem* p.20.

Sources du tableau c :

## ➤ PRODUCTION

PREVISIONS			REALISATIONS
<u>2<sup>ème</sup> Plan</u>	1952 à 1957	prévision de croissance de 1952 à 1957 rappelée dans le rapport du 3 <sup>ème</sup> Plan p. 15	INSEE, le mouvement économique de la France 1949-1979 (PIB en francs 1956)
<u>3<sup>ème</sup> Plan</u>	1956 à 1961	rapport du 3 <sup>ème</sup> Plan p. 29	ibidem 1956 à 1959, PIB fr. 1956 1959 à 1961, PIB fr. 1970
<u>4<sup>ème</sup> Plan</u>	1959 à 1965	rapport du 4 <sup>ème</sup> Plan p. 95	Annuaire rétrospectif de la France 1948-1988, PIB fr. 1970
<u>5<sup>ème</sup> Plan</u>	1964 à 1970	le rapport du 5 <sup>ème</sup> Plan page 167 prévoyait une croissance de 27,6% de la PIB, de 1965 à 1970. Cela correspondait à la prévision d'un taux de croissance annuel de 5% pour la période 1964-1970.	ibidem (PIB francs 1970)
<u>6<sup>ème</sup> Plan</u>	1969 à 1975	le rapport du 6 <sup>ème</sup> Plan (annexe AO p.116) prévoyait un taux annuel de croissance de la PIB de 5,9% entre 1970 et 1975. Cela correspondait à la prévision d'un TAC de 5,9% également pour la période 1969-1975.	ibidem (PIB francs 1970)
<u>7<sup>ème</sup> Plan</u>	1974 à 1980	le « Dossier relatif aux perspectives de développement au cours du 7 <sup>ème</sup> Plan » (document ronéoté CGP - INSEE, 1 <sup>er</sup> mars 1976) prévoit pour la PIB un TAC de 5,7% entre 1975 et 1980. Cela correspond à un TAC de 4,7% seulement pour la période de 1974-1980.	ibidem (PIB francs 1970)
<u>Projections glissantes</u> (Produit intérieur marchand) :			Série des comptes nationaux en base 1980 (corrigés pour conserver la définition antérieure de l'économie marchande)
	1979 à 1985	INSEE Archives et Documents n°6, octobre 1980, p. 31	
	1982 à 1988	INSEE Archives et Documents n°89, septembre 1983, p.40	
	1986 à 1992	INSEE Archives et Documents n°211, septembre 1987, p.11	
<u>Projections à très long terme :</u>			Comptes nationaux 1980 pour la sous période 1985 à 1995, puis base 1995 pour la sous- période 1995-2000.
	1962 à 1985	Commissariat Général du Plan « Réflexions pour 1985 » p.14 prévoit pour la PIB un TAC de 4,7% de 1960 à 1985 ce qui correspond à 4,6% pour la période 1962-1985	
	1985 à 2000 A	« Faire gagner la France » sous la direction de H. Guillaume, Commissaire du Plan, Hachette, 1986 p.108	
	1985 à 2000 B	ibidem, p.203	Comptes nationaux 1980 pour la sous période 1985 à 1995, puis base 1995 pour la sous- période 1995-2000.

## ➤ EMPLOI

PREVISIONS			REALISATIONS
<u>3<sup>ème</sup> Plan</u>	1956 à 1961	Rapport de la commission de la main d'œuvre (p.103)	INSEE RESULTATS nos 610-611 Série Emploi-Revenu nos 138-139 Marché du travail -Séries longues-
<u>4<sup>ème</sup> Plan</u>	1959 à 1965	Rapport de la commission de la main d'œuvre (pp. 44-45)	
<u>5<sup>ème</sup> Plan</u>	1964 à 1970	Rapport général de la commission de la main d'œuvre (p.77 et suivantes)	
<u>6<sup>ème</sup> Plan</u>	1969 à 1975	Rapport de la commission de l'Emploi Tome 1 (p.103)	
<u>7<sup>ème</sup> Plan</u>	1974 à 1980	Rapport du comité Emploi-Travail p.358 (projection datée de février 76)	
<u>Prévisions glissantes</u>			Estimations d'emploi fournies par la série des comptes nationaux en base 1980 (INSEE-Résultats n° 607-8-9)
	1979 à 1985	INSEE, Archives et documents n° 6, projections DMS sur base des comptes 1979 supposés connus	
	1982 à 1988	INSEE, Archives et documents n° 97, projections DMS sur base des estimations des comptes 1982 supposés connus.	
	1986 à 1992	INSEE, Archives et documents n° 211, projections DMS sur base des estimations d'emploi pour 1986 indiquées dans le même document p.197	
<u>Projections à très long terme</u>			INSEE-Résultats n°610, 611  INSEE-Résultats n°610, 611 + comptes en base 1995
	1962 à 1985	CGP « Réflexions pour 1985 », p.139 et suivantes	
	1985 à 2000 A	CGP : « Faire gagner la France », p.108	
	1985 à 2000 B	CGP : « Faire gagner la France », p.108	

## ➤ PRODUCTIVITE

= Rapport des indices mesurant respectivement la croissance de la productivité et celle de l'emploi

Tableau d

France :

Les erreurs de prévisions sur le nombre de la population active(2)

(a) Taux annuel de croissance prévu, en %

(b) Taux annuel de croissance observé, en %

(c) Ecart : (a)-(b)

Période couverte par la projection		HOMMES			FEMMES			LES DEUX SEXES		
		Taux prévu	Taux observé	Ecart (a)- (b)	Taux prévu	Taux observé	Ecart (a)- (b)	Taux prévu	Taux observé	Ecart (a)- (b)
		(a)	(b)	(c)	(a)	(b)	(c)	(a)	(b)	(c)
1er Plan	1946 à 1952	n.d.			n.d.			n.d.		
2e Plan	1952 à 1957									
3e Plan	1954 à 1961 <sup>(1)</sup>	0,4	-0,2	0,6	-0,1	-0,3	0,2	0,2	-0,2	+0,4
4e Plan	1959 à 1965	0,9	0,8	0,1	0,3	0,6	-0,3	0,7	0,7	0
5e Plan	1964 à 1970	0,6	0,6	0	0,6	1,6	-1,0	0,6	1,0	-0,4
6e Plan	1969 à 1975	0,9	0,4	0,5	1,2	2,0	-0,8	1,0	1,0	0
7e Plan	1974 à 1980	0,6	0,1	0,5	1,0	2,2	-1,2	0,7	0,9	-0,2
<b>"Prévisions glissantes":</b>										
	1979 à 1985	0,5	-0,2	0,7	1,7	1,7	0	1,0	0,6	0,4
	1982 à 1988	0,1	-0,2	0,3	0,5	1,4	-0,9	0,3	0,4	-0,1
	1986 à 1992	-0,2	0	-0,2	1,0	1,1	-0,1	0,3	0,5	-0,2
<b>Projections à très long terme:</b>										
	1962 à 1985	0,6	0,3	0,3	0,6	1,5	-0,9	0,6	0,8	-0,2
	1985 à 2000	0,2	0,2	0	0,9	1,1	-0,2	0,5	0,6	-0,1

1 On considère ici pour le 3e Plan la période 1954 à 1961 (et non pas celle de 1956 à 1961 considérée dans les autres tableaux) car le 3e Plan n'explique pas d'estimation de la population pour l'année 1956.

2 Non compris l'effectif du contingent.

Sources du tableau d : (France – Population active)

			PREVISIONS	REALISATIONS
POPULATION ACTIVE TOTALE			REPARTITION ENTRE LES DEUX SEXES <sup>(1)</sup>	
<u>3<sup>ème</sup> Plan</u>	1954 à 1961	Rapport de la Commission de la main d'œuvre, in revue française du travail, juin 1958, p. 46	p.172	INSEE <i>Études Statistiques</i> , Juillet-septembre 1964, p. 203
<u>4<sup>ème</sup> Plan</u>	1959 à 1965	Rapport de la Commission de la main d'œuvre, Imprimerie Nationale 1961	FEBVAY : « Perspectives de la population française jusqu'à 1980 » in <i>Études Statistiques</i> , avril 1960	
<u>5<sup>ème</sup> Plan</u>	1964 à 1970	Rapport général de la Commission de la main d'œuvre, Imprimerie Nationale, mars 1966, p.79	« Perspectives d'évolution de la population » in <i>Études Statistiques</i> , juillet-septembre 1964, p. 203	
<u>6<sup>ème</sup> Plan</u>	1969 à 1975	Rapport de la Commission Emploi T1 (comptes d'options)	ibidem p. 156	
<u>7<sup>ème</sup> Plan</u>	1974 à 1980	Rapport du comité Emploi-Travail La Documentation Française, Paris, 1976, p. 358 (projections de février 76)	Les Collections de l'INSEE D 21, avril 1973 : « Projections démographiques pour la France »	
<u>Prévisions glissantes :</u>				INSEE –RESULTATS N°610-611 (Série Emploi-Revenus n° 138-139 Marché du travail-séries longues)
	1979 à 1985 :	INSEE, Archives et Documents n°6, octobre 1980	Ibidem	
	1982 à 1988	INSEE, Archives et Documents n°89, septembre 1983, p.54	F.AYMARD-DUVERNET, « Combien d'actifs d'ici l'an 2000 », in <i>Economie et Statistique</i> , n°115, octobre 1979	
	1986 à 1992	INSEE, Archives et Documents n°211, septembre 1987, p.68	O. MARCHAND, « La population active », in <i>Economie et Statistique</i> , n°190, juillet-août 1986, p.41 et s.	
<u>Projections à très long terme :</u>				INSEE, Tableaux de l'économie française, 2001-2002
	1962 à 1985	Commissariat Général du Plan, « Réflexions pour 1985 », p.139 et suivantes. <sup>(2)</sup>	« Perspectives d'évolution » in <i>Études Statistiques</i> , juillet-septembre 1964 <sup>3</sup>	

1) Lorsque la source indiquée dans la première colonne ne détaillait pas de prévisions selon le sexe, on a considéré les projections de l'INSEE comportant cette distinction, auxquelles les auteurs de la première projection s'étaient implicitement ou explicitement référés, même s'ils s'en sont plus ou moins écartés (ces écarts étant parfois justifiés par l'idée que les variations de la tension entre offre et demande sur le marché du travail provoquent des « flexions » des taux d'activité de la population). Dans ce cas on a appliqué la répartition en pourcentage prévue par la source indiquée colonne 2 à la population active totale prévue par la source indiquée colonne 1.

2) Cet ouvrage ne présente pas de prévisions chiffrées concernant la population active à proprement parler (à ce sujet, il faut signaler une erreur à la page 139 : la

« population active » mentionnée dans le premier tableau mériterait d'être intitulée « population active pourvue d'un emploi » comme le montre le rapprochement avec le bas de la page 141). Mais le contexte de cette projection permet de penser que ses auteurs se plaçaient dans la perspective d'un maintien du plein emploi qui régnait alors, en 1963-64. Il est assez remarquable que le mot même de chômage n'apparaisse nulle part dans leur rapport. On peut donc raisonnablement leur prêter l'hypothèse implicite qu'en 1985 la population active ne comprendrait, en plus de la population ayant un emploi que 1,5 % des chômeurs environ, taux observé en 1963 et très proche de celui que prévoient également pour 1970 et 1975 les 5<sup>eme</sup> et 6<sup>eme</sup> Plans.

3) Cette projection ne va pas au-delà de l'année 1978. Nous nous sommes permis de la prolonger, approximativement, jusqu'en 1985.

**Tableau e**  
**France**  
**Taux de chômage**

		(1) prévu	(2) observé	Ecart
		(l'année terminale de la projection)		(1) - (2)
2 <sup>e</sup> Plan	1952 à 1957	n.d.	0,9	
3 <sup>e</sup> Plan	1956 à 1961	1,3	1,2	+ 0,1
4 <sup>e</sup> Plan	1959 à 1965	1,2	1,5	- 0,3
5 <sup>e</sup> Plan	1964 à 1970	1,4	2,5	- 1,0
6 <sup>e</sup> Plan	1969 à 1975	1,5	4,1	- 2,6
7 <sup>e</sup> Plan	1974 à 1980	2,7	6,4	- 3,7
<b>"Prévisions glissantes"</b>				
	1979 à 1985	12,0	10,2	+ 1,8
	1982 à 1988	12,0	10,0	+ 2,0
	1986 à 1992	14,1	10,3	+ 3,8
<b>Prévisions à très long terme</b>				
	1962 à 1985	1,5	10,2	- 8,7
A	1985 à 2000(1)	env. 15	9,8	+ 5,2
B	1985 à 2000	7,2	9,8	- 2,6

(1) Cette projection ne prévoit pas de taux de chômage pour l'année 2000. Pour les années 1990 et 1995, elle indique respectivement 12,7 % et 13,9 %. Par extrapolation nous avons supposé 15 % pour l'année 2000.

Sources du tableau e :

	<b>PREVISIONS</b>	<b>REALISATIONS</b>
3 <sup>ème</sup> Plan : 1956 à 1961 : 4 <sup>ème</sup> Plan : 1959 à 1965 : 5 <sup>ème</sup> Plan : 1964 à 1970 : 6 <sup>ème</sup> Plan : 1969 à 1975 : 7 <sup>ème</sup> Plan : 1974 à 1980 :	Mêmes sources que pour le tableau d (population active)	INSEE –RESULTATS n° 610-611 (série Emploi-Revenus) n° 138-139 « Marché du travail » « Séries longues »
Projections glissantes 1979 à 1985 : 1982 à 1988 : 1986 à 1992 :		
Projections à très long terme :	CGP « Faire gagner la France » p.108	
1985 à 2000 A : 1985 à 2000 B :	ibidem, p.203	



**ANNEXE 3**  
**SOURCES DU TABLEAU N°1 :**  
**Etats-Unis, les erreurs de projection d'emploi par grand secteur d'activité**

1) <b>1960 à 1970</b> : Évaluation de la projection : MLR novembre 1969, pp. 17 à 22 + statistiques courantes du BLS	
2) <b>1968 à 1980</b> : Évaluation : MLR août 1986, p. 16	Variante de base ou centrale, seule considérée dans les
3) <b>1972 à 1980</b> : Évaluation : " " " "	évaluations publiées dans MLR
4) <b>1972 à 1985</b> : Évaluation : MLR septembre 1988, p. 24 et p. 28	
5) <b>1973 à 1985</b> : Évaluation : " " " " "	
6) <b>1977 à 1990</b> : Évaluation : MLR août 1992, p. 20	Moyenne des deux variantes
7) <b>1979 à 1990</b> : Évaluation : " " " "	Variante basse
8) <b>1982 à 1990</b> : Évaluation : " " " "	Variante haute
9) <b>1982 à 1995</b> : Projections : MLR novembre 1983, p. 26 <sup>(1)</sup> Réalizations statistiques courantes du BLS <sup>(2)</sup>	Variante haute
10) <b>1984 à 1995</b> : Projections : MLR novembre 1985, p. 28 <sup>(3)</sup> Réalizations : statistiques courantes du BLS <sup>(2)</sup>	Variante haute
11) <b>1986 à 2000</b> : Projections : MLR septembre 1987, p. 32 Réalizations : statistiques courantes du BLS <sup>(2)</sup>	Variante haute
12) <b>1988 à 2000</b> : Projections : MLR novembre 1989, p. 26 Réalizations : statistiques courantes du BLS <sup>(2)</sup>	Variante haute

(1) A notre connaissance le BLS n'a pas publié d'évaluation des projections n° 9.

(2) Combinaison de 1°) les statistiques tirées des enquêtes faites auprès des ménages (*household data*) pour les non-salariés, les salariés des ménages et les salariés agricoles, et de 2°) les statistiques tirées des enquêtes faites auprès des établissements (*establishment data*) pour les emplois salariés dans les secteurs non agricoles.

(3) Le BLS a bien publié une évaluation des projections d'emploi par secteur d'activité n°10 (in MLR, septembre 1997, pp. 9-15) mais cette évaluation ne considère qu'une variante (« *moderate* ») et ne concerne que les emplois salariés, alors que les projections publiées dans MLR, novembre 1985, comportaient 3 variantes et concernaient à la fois et sans les distinguer les emplois salariés et non salariés.



**ANNEXE 4**  
**LES PRINCIPALES DIFFICULTES TECHNIQUES DES COMPARAISONS**  
**ENTRE L'EVOLUTION PREVUE ET L'EVOLUTION EFFECTIVE**  
**DES EMPLOIS SUR LE LONG TERME**

Les difficultés tiennent à la diversité et aux changements des modes de mesure et de classification de l'emploi. Elles entachent inévitablement d'approximation toute estimation de l'évolution effective de l'emploi sur une longue période. En outre, l'interprétation des prévisions est parfois incertaine, si l'auteur de la prévision n'a pas précisé le « langage » statistique dans lequel il s'est exprimé.

**1. La diversité des modes de mesure de l'emploi simultanément utilisés**

***En France :***

a. « Population résidente occupée » ou « Emploi intérieur »

Les comptes de la nation mesurent l'emploi intérieur, c'est-à-dire l'ensemble des personnes ayant un emploi dans une unité de production située à l'intérieur du territoire national, que ces personnes elles-mêmes résident ou non sur le territoire national (en 1980 = 21 942 000).

Les autres sources (enquête emploi, recensements...) mesurent normalement la population résidente occupée, c'est-à-dire l'ensemble des personnes résidant sur le territoire national et ayant un emploi, que celui-ci se situe ou non sur le territoire national (en 1980 = 21 747 000).

b. Classement des emplois par *branche* ou par *secteur* d'activité

Les comptes de la nation opèrent un classement par branche — une branche étant un ensemble d'activités de production homogènes, c'est-à-dire d'entreprises ou de fractions d'entreprise dont l'activité est exclusivement consacrée à la production d'un produit ou d'un groupe de produits déterminé.

Les autres sources classent l'emploi par secteur, un secteur étant l'ensemble des entreprises (ou des établissements) dont l'activité principale est consacrée à la production d'un produit donné.

Les informations publiées par les comptes nationaux ne permettent pas de mesurer précisément les écarts imputables à cette « dualité » de classement, car les écarts que l'on peut constater entre les comptes nationaux et les autres sources sur les estimations d'emploi par type d'activité sont imputables à la fois à cette dualité et à la dualité visée plus haut en a) (population résidente ou emploi intérieur).

On peut toutefois remarquer que, si on considère l'emploi par grand groupe d'activité, les écarts imputables à ces deux causes combinées ne dépassent guère 2 à 3 % et surtout que l'importance relative de ces écarts ne varie qu'assez faiblement au cours du temps.

c. Les militaires du contingent

Selon les cas, ils peuvent être compris ou non dans la population ayant un emploi. Or l'effectif du contingent a beaucoup varié dans le temps. En 1960 il s'élevait à 664 200, en 1980 à 264 600, en 2000 à 52000.

d. Personnes physiques et « équivalents temps plein »

Depuis qu'ils sont établis en « base 1995 », les comptes nationaux publient deux sortes d'estimations d'emploi, par branche d'activité. Les unes comptabilisent les *personnes physiques*, les autres des « *équivalents temps plein* ».

Selon la première optique, l'estimation globale de l'emploi est sensiblement plus élevée que la seconde. Cet écart tend à s'accroître du fait de la croissante proportion de personnes travaillant à temps partiel (+ 3,7 % en 1992, + 5,7 % en 1998, et + 8,0 % dans l'ensemble du secteur tertiaire).

**Aux États-Unis :**

Deux sortes de statistiques principales sur l'emploi :

- a) Celles qui sont issues des enquêtes mensuelles auprès des employeurs (*establishment data*) mesurent des nombres d'emplois salariés (*jobs*) dans les diverses activités non agricoles.
- b) Celles qui procèdent de l'interrogation des ménages aux recensements décennaux et aux enquêtes mensuelles faites auprès d'un échantillon de la population (*household data*) mesurent des nombres de personnes ayant un (ou plusieurs) emploi(s).

Les statistiques tirées des enquêtes mensuelles que l'on vient de mentionner peuvent, selon les cas, couvrir l'ensemble de la population ayant un emploi y compris les militaires (*resident armed forces*) ou ne concerner que l'emploi civil.

**2. Les changements de méthode de mesure**

Divers changements peuvent rompre ou compromettre la continuité des séries chronologiques concernant l'emploi.

**En France :**

Lorsque les comptes de la nation sont passés de la « base 1962 » à la « base 1971 », le concept d'« emploi intérieur » a remplacé celui de population occupée (voir ci-dessus en 1a) utilisé jusqu'alors.

Lorsqu'on est passé de la « base 1980 » à la « base 1995 », le champ territorial limité jusqu'alors à la métropole s'est élargi pour comprendre les départements d'outre-mer. Il en a résulté un rehaussement d'environ 1,5 % de l'emploi total.

Le classement des emplois par activité a été affecté à plusieurs reprises par les changements de nomenclature :

- passage de la Nomenclature des Activités Economiques (NAE) à la Nomenclature d'Activité et de Produits (NAP) à partir de 1974 ;
- passage de la NAP à la nomenclature NAF (Nomenclature des Activités Française) à partir de 1992.

**Aux États-Unis :**

En 1960, inclusion de l'Alaska et de Hawaï dans le champ couvert par les statistiques de l'emploi. En 1967, l'âge limite d'un individu pouvant être considéré comme faisant partie de la population active a été porté de 14 à 16 ans.

Plusieurs modifications de la nomenclature des activités (« *industrial classification* ») ont été opérées aux États-Unis. Chacun des recensements de 1980 et de 1990, notamment, a été l'occasion d'une révision de cette nomenclature, révision appliquée quelques années plus tard aux enquêtes mensuelles sur l'emploi auprès des ménages.

### 3. Les changements d'estimation pour une même année à mode de mesure inchangé

Ces changements ont été de deux sortes :

a) Pour l'emploi comme pour les autres dimensions de l'économie, les premières estimations publiées pour une année donnée sont élaborées sur la base d'informations incomplètes ou provisoires.

En France, par exemple, les premières estimations fournies par les comptes de la nation pour l'année  $n$  font assez régulièrement l'objet d'un redressement dans les comptes publiés pour l'année  $n+1$ , et assez souvent aussi dans les comptes de l'année  $n+2$ . Les statistiques aux États-Unis sont naturellement amenées à pratiquer des redressements similaires...

Les révisions d'estimation de cette première sorte sont relativement peu importantes. Sur l'emploi total, elles n'excèdent généralement pas 1 % en plus ou en moins.

b) Mais dans les deux pays, il faut parfois procéder à des révisions exceptionnelles et plus importantes : c'est le cas lorsqu'un recensement de la population fait apparaître que, depuis plusieurs années, les estimations courantes de l'emploi s'étaient progressivement écartées de l'évolution effective.

On peut alors effectuer une révision des estimations concernant l'ensemble de la période comprise entre les deux derniers recensements. C'est ce qui s'est passé aux États-Unis lorsque les résultats du recensement de 1980 firent apparaître que le nombre de la population ayant un emploi dépassait à cette date de 2 080 000, soit 2,1 %, le niveau antérieurement estimé.

En France, le recensement de 1982 amena à rehausser de 410 000, c'est-à-dire de 1,9 % l'estimation de cette population. Le rehaussement correspondant occasionné par le recensement de 1999 a été de 0,8 %.

Des révisions des estimations d'emploi ont également été opérées à la suite des recensements antérieurs à celui de 1982. Mais il n'est pas toujours possible d'en mesurer l'importance car elles ont parfois coïncidé avec des changements de mesure (adoption d'une nouvelle nomenclature d'activité ou changement de base des comptes nationaux).

\*\*\*

A noter qu'aux États-Unis, le bulletin mensuel de statistiques du Bureau of Labor Statistics (« *Employment and Earnings* ») fournit, dans chacun de ses numéros des informations précises sur la nature et l'incidence des diverses discontinuités qui affectent les séries chronologiques concernant la population et l'emploi depuis 1952.

Il est regrettable qu'en France l'INSEE ne publie pas autant d'informations permettant de pallier, au moins approximativement, les défauts de comparabilité résultant des inévitables révisions et changements de méthode auxquels les statisticiens doivent périodiquement procéder.



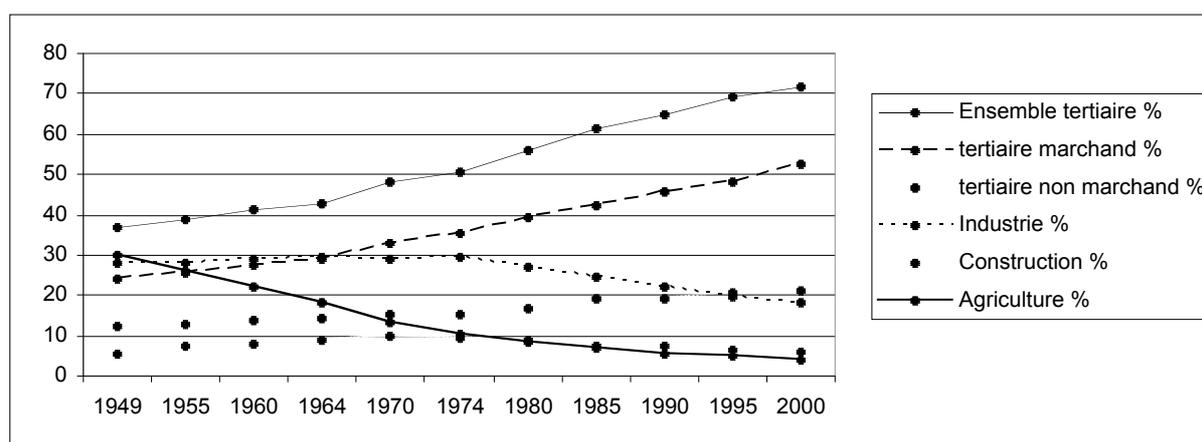
**ANNEXE 5**  
**ÉVOLUTION DE LA REPARTITION DE L'EMPLOI PAR GRANDS SECTEURS**  
**EN FRANCE ET DANS LES PRINCIPAUX PAYS DE L'OCDE**

Tableau a  
 Evolution de la structure de l'emploi en France<sup>9</sup> depuis le milieu du XX<sup>ème</sup> siècle

	Total	Agriculture	Industrie <sup>10</sup>	Construction	Secteur tertiaire		
		%	%	%	Ensemble	Marchand	Non marchand
<b>1949</b>	100	29,9	28,2	5,3	36,6	24,2	12,4
<b>1955</b>	100	26,2	28,0	7,2	38,7	25,7	12,9
<b>1960</b>	100	22,0	29,1	7,8	41,1	27,5	13,6
<b>1964</b>	100	18,2	29,4	8,8	43,7	29,1	14,0
<b>1970</b>	100	13,3	29,0	9,7	47,9	32,9	15,0
<b>1974</b>	100	10,5	29,6	9,3	50,6	35,2	15,4
<b>1980</b>	100	8,4	26,9	8,6	56,1	39,2	16,9
<b>1985</b>	100	7,1	24,4	7,2	61,3	42,0	19,2
<b>1990</b>	100	5,6	22,3	7,3	64,8	45,6	19,2
<b>1995</b>	100	4,7	19,6	6,5	69,2	-	-
<b>2000</b>	100	3,9	17,9	5,9	72,3	-	-

Source :INSEE Division Emploi

Graphique 1  
 France



<sup>9</sup> France métropolitaine.

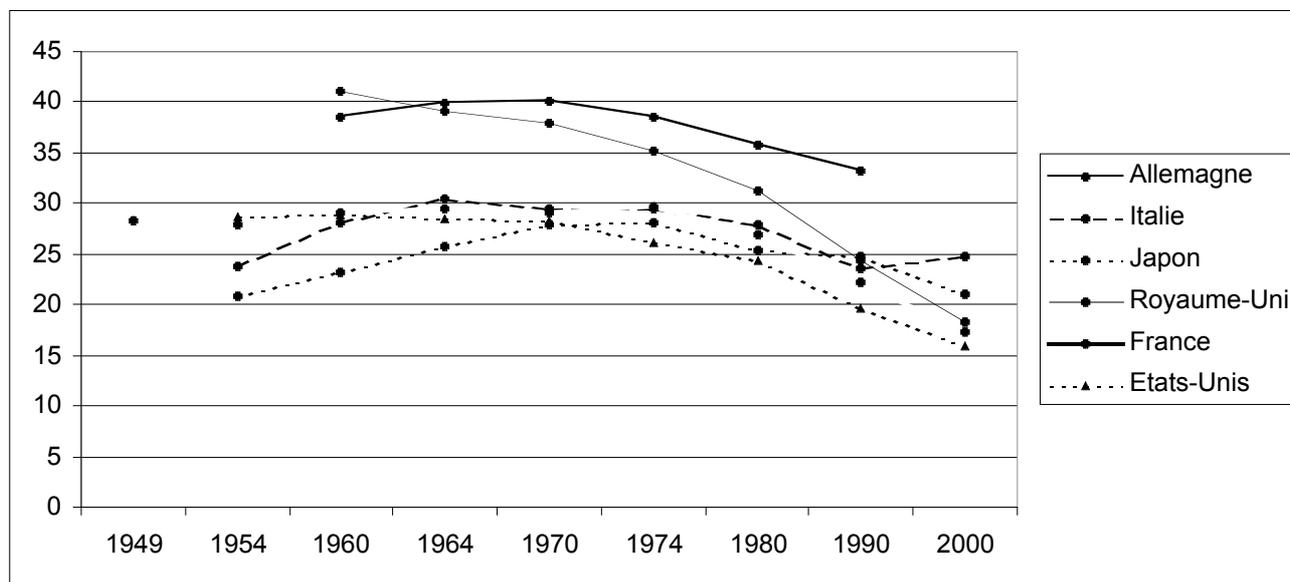
<sup>10</sup> Y compris production et distribution d'énergie.

**Tableau b**  
Evolution de la part de l'industrie <sup>11</sup> dans l'emploi total des principaux pays de l'OCDE

	Japon	France	Allemagne	Italie	Royaume- Uni	États-Unis
<b>1949</b>	-	28,2	-	-	-	-
<b>1954</b>	20,9	28,0	-	23,8	-	28,6
<b>1960</b>	23,2	29,1	38,5	28,1	41,0	28,9
<b>1964</b>	25,8	29,4	39,8	30,4	39,1	28,5
<b>1970</b>	27,9	29,0	40,1	29,5	38,0	28,2
<b>1974</b>	28,1	29,6	38,6	29,5	35,2	26,1
<b>1980</b>	25,4	26,9	35,7	27,9	31,2	24,3
<b>1990</b>	24,7	22,3	33,2	23,5	24,3	19,7
<b>2000</b>	21,1	17,9	-	24,7	18,2	16,0

Source : Pour la France : INSEE Division Emploi. Pour les autres pays : OCDE

**Graphique 2**  
Principaux pays de l'OCDE



<sup>11</sup> Y compris eau, gaz et électricité.

Tableau c

Les transformations de la structure de l'emploi salarié non agricole aux États-Unis  
au cours du XX<sup>ème</sup> siècle

	Total	Industrie <sup>12</sup>	Construction	Secteur tertiaire		
				Ensemble	marchand	« government »
1900	100	40,2	7,6	52,2	45,0	7,2
1914	100	39,8	5,5	54,7	46,9	7,8
1928	100	36,0	5,6	58,5	48,5	10,0
1940	100	36,8	4,0	59,2	46,2	13,0
1953	100	36,6	5,2	58,1	44,9	13,2
1960	100	32,3	5,3	62,4	47,0	15,4
1970	100	28,2	5,1	66,7	49,0	17,7
1980	100	23,6	4,8	71,6	53,6	18,0
1990	100	18,1	4,7	77,2	60,5	16,7
2000	100	14,4	5,1	80,5	64,8	15,7

Source : Historical Statistics of the United States.

<sup>12</sup> Y compris les industries extractives.



**ANNEXE 6**  
**COMMENT LES MENAGES FRANÇAIS**  
**SE DECHARGENT DES TACHES CULINAIRES**

Deux processus convergents sont à l'œuvre :

1°) Le recours croissant à des biens alimentaires élaborés, précuisinés, ne nécessitant de la part des consommateurs aucun travail de préparation autre que celui consistant éventuellement à ouvrir un récipient ou à réchauffer le contenu de ce dernier. Ce processus paraît s'être enclenché en 1964 : entre cette date et la fin du siècle le volume de ces aliments précuisinés a été multiplié par 2,6, celui des autres produits alimentaires par 1,7 seulement.<sup>13</sup>

2°) Le recours croissant aux services de restauration. Traditionnellement, l'INSEE ne classe dans la fonction « alimentation » que les biens alimentaires et n'y comprend pas les services de restauration. Peut-être parce qu'autrefois l'aspect festif ou convivial de ces services paraissait l'emporter sur leur aspect purement alimentaire. Ce qui ne correspond peut-être plus à la réalité actuelle, du moins pour la majorité de ces services.

Quoi qu'il en soit, la consommation de services de restauration s'est accrue en volume à un rythme qui s'est accéléré à partir de 1964. Et de 1973 jusqu'à la fin du siècle, ce rythme a constamment dépassé celui de la consommation des biens alimentaires. Les consommateurs ont allégé leurs tâches domestiques en prenant plus souvent leurs repas en dehors du domicile.

Le tableau et le graphique ci-après précisent l'évolution en volume des divers types de consommation contribuant à l'alimentation. Quant au tableau et au graphique qui suivent, ils décrivent l'évolution du poids relatif de la consommation des mêmes éléments mesurés par les « coefficients budgétaires » aux prix courants.

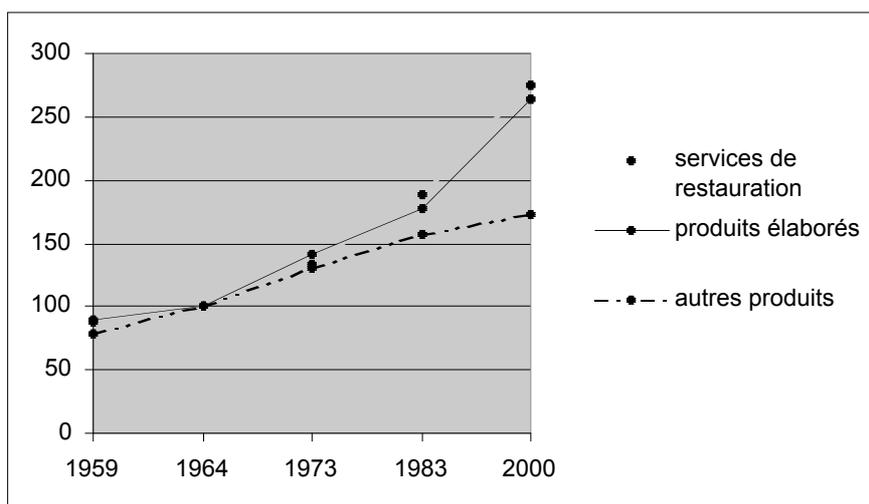
*Accroissement, en volume des diverses sortes de consommation alimentaire (taux annuel de croissance, en %)*

	1959 à 1964	1964 à 1973	1973 à 1983	1983 à 2000
Biens alimentaires	4,1	3,5	2,0	1,3
dont :- produits élaborés (1)	2,2	3,9	2,3	2,4
- autres produits	5	3,0	1,8	0,6
Services des restaurants et cantines	2,7	3,1	3,5	2,2
Ensemble des biens et services alimentaires	3,8	3,2	2,3	1,5

On a classé dans cette catégorie les produits portant dans la nomenclature NAF les n° suivants : BOIC, BO2B, BO2F, BO4B2, BO5A, BO5B, BO5C, BO5D, BO5G, BO5J BO5O, et BO3J.

<sup>13</sup> Pour plus de détails voir : « La consommation alimentaire depuis quarante ans – de plus en plus de produits élaborés. » *INSEE Première* n°846, mai 2002.

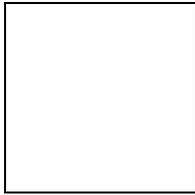
Évolution en volume des diverses sortes de consommations alimentaires, (indice 100 = 1964)



Le poids relatif des diverses sortes de consommations alimentaires en prix courants

	Coefficients budgétaires (= % par rapport à la consommation totale des ménages)					Répartition, en %, de :			
	1959	1964	1973	1983	2000	-l'ensemble des biens et services alimentaires		-l'ensemble des biens alimentaires	
	1959	1964	1973	1983	2000	1959	2000	1959	2000
Biens alimentaires :	27,56	24,05	19,29	15,90	12,72	90,6	75,7	100	100
-dont produits élaborés	7,25	6,53	5,58	5,36	5,41	23,8	32,2	26,3	42,5
- autres produits	20,31	17,52	13,71	10,54	7,31	66,8	43,5	73,7	57,5
Services des restaurants et cantines	2,86	2,72	2,77	3,42	4,08	9,4	24,3		
Ensemble des biens et services alimentaires	30,42	26,77	22,06	19,32	16,80	100	100		

*Part des diverses sortes de consommation alimentaire en % du total de cette consommation  
(valeurs aux prix courants)*





## ANNEXE 7

CROISSANCE RELATIVE, PREVUE ET CONSTATEE DE LA CONSOMMATION DES MENAGES  
PAR « FONCTION » DE CONSOMMATION (EN VOLUME)

	1970 à 1980			1980 à 1990			1985 à 2000		
	prévue	constatée	a/b ×100	prévue	constatée	a/b ×100	prévue	constatée	a/b ×100
	a	b	C	a	B	c	a	B	c
Alimentation	80,3	85,5	93,9	87,5	92,2	94,9	79,0	86,8	91,0
Habillement	78,7	76,9	102,3	85,0	84,6	100,5	80,2	75,2	106,6
Loyers et charges	103,3	107,0	96,5	111,5	104,2	107,0	101,5	102,1	99,4
Énergie (usage domestique)	102,8	101,1	101,7	99,8	83,0	120,2	109,0	89,1	122,6
Équipt du logement	112,4	102,0	110,2	93,3	83,9	111,2	104,5	91,3	114,5
Santé	139,4	139,2	100,1	116,7	132,0	88,4	117,5	124,0	94,8
dont biens (pharmacie...)	166,9	127,7	130,5	ND	-	-	ND	-	-
dont services	128,0	137,5	93,1	ND	-	-	ND	-	-
Transports individuels	110,6	105,5	104,8	94,4	102,5	92,1	112,4	98,5	114,1
Transports en commun	110,1	95,9	114,8	95,6	95,5	100,1	94,3	89,2	105,7
Communications	176,0	280,0	62,9	175,7	147,3	119,3	141,5	221,2	64,0
Hôtels, café, restaurants	93,2	87,5	106,5	87,5	90,4	96,8	94,3	89,2	105,7
Biens de loisirs	131,5	134,9	97,5	129,6	125,0	103,7	170,4	159,6	106,8
Livres, journaux	88,7	77,8	114,0	95,2	86,8	109,7	79,0	72,3	109,3
Services de loisirs	79,1	83,1	95,2	106,5	100,0	106,5	83,8	116,5	71,9
Divers	116,7	99,1	117,8	94,5	89,4	105,7	62,5	92,0	67,9
dont biens divers	129,9	93,2	139,4	101,5	98,4	103,2	ND	-	-
dont services divers	90,6	101,4	89,3	91,5	86,2	106,1	ND	-	-
CONSOMMATION TOTALE	100	100		100	100		100	100	

## Aide à la lecture du tableau

La croissance relative de la consommation prévue pour la fonction « alimentation » est mesurée par l'indice 80,3 (1<sup>ère</sup> ligne, colonne a) obtenu en rapportant l'indice de la croissance prévu pour cette fonction à celui qui mesure la croissance prévue pour la consommation totale.

L'indice de la croissance relative constatée (1<sup>ère</sup> ligne, colonne b : 85,5) est calculé de façon semblable. Le rapport du 1<sup>er</sup> au 2<sup>ème</sup> de ces indices (1<sup>ère</sup> ligne, colonne c : 93,9) offre une mesure de l'erreur de la prévision (en l'occurrence une sous-estimation) par rapport à l'évolution effectivement constatée.

Sources : INSEE, *Economie et statistique* n°84 et 190. Archives et documents n°92



**ANNEXE 8****L'AMPLITUDE DES FLUCTUATIONS A COURT TERME DE LA CONSOMMATION ET DE L'EMPLOI,  
SELON LA NATURE DU PRODUIT****1) Les fluctuations de la croissance de la consommation**

Pour mesurer l'amplitude de ces fluctuations, on s'est fondé sur la série des indices mesurant le volume de la consommation considérée pendant l'année n, en % de l'année précédente. On a ensuite calculé l'écart absolu moyen, en nombre de points, entre chacun des indices successifs.

Importance des fluctuations annuelles de la consommation, sur la période 1960 à 2000 (en nombre de points)	
Biens durables	6,1
Biens semi-durables	1,8
Biens non durables	0,9
Ensemble des biens	1,4
Ensemble des services	0,6
Ensemble de la consommation des ménages	1,0

A noter que les biens durables, dont la consommation est de loin la plus fluctuante, a vu son poids relatif s'accroître assez fortement au cours de cette longue période. En volume, la consommation de biens durables s'est accrue beaucoup plus rapidement que celle des autres catégories de produits. Il est vrai que le prix relatif de ces biens a notablement diminué, signe d'un accroissement de productivité particulièrement rapide dans les branches de l'industrie qui les produisent. Cependant, même si on la mesure aux prix courants, on voit l'importance relative de la consommation de biens durables s'accroître par rapport à celle des autres biens (sinon par rapport à la consommation totale des ménages). On peut donc en conclure que la production de biens (c'est-à-dire, pour l'essentiel, la production industrielle) se trouve exposée à des fluctuations d'amplitude croissante.

	Indice mesurant l'accroissement entre 1960 et 2000		Valeur de la consommation aux prix courants			
	du volume de la consommation	du prix relatif des produits	en % du total des biens et services		en % du total des biens	
			1960	2000	1960	2000
Biens durables	922	39,4	6,86	6,44	11,16	15,12
Biens semi-durables	309	78,5	15,32	9,59	24,92	22,51
Biens non durables	330	79,5	39,30	26,57	63,92	62,36
Ensemble des biens	364	76,9	61,48	42,60	100	100
Ensemble des services	368	148,8	38,52	57,40		
Ensemble de la consommation des ménages	378	100	100	100		

Source : INSEE : 40 ans de consommation des ménages Base 1995

**2) Les fluctuations de l'emploi dans l'industrie et dans le secteur tertiaire**

On peut procéder de façon analogue pour mesurer les fluctuations qui affectent l'évolution de l'emploi, en calculant la variabilité des indices mesurant la croissance de l'emploi sur un an au 31/12 de chaque année.

Importance des fluctuations annuelles de l'évolution de l'emploi (période 1955 à 1991) (nombre de points)	
Industrie	1,53
Secteur tertiaire	0,65
dont tertiaire marchand	0,81

Source : *Marché du travail séries longues*, INSEE Résultats n°305-306

**ANNEXE 9****L'EVOLUTION DE L'EMPLOI DANS LES DIVERSES BRANCHES DU SECTEUR TERTIAIRE,  
SELON LES RECENSEMENTS DE 1962, 1975 ET 1999**

Pour l'exploitation du recensement de 1962, l'INSEE avait utilisé la nomenclature des activités économiques (NAE) de 1959. Pour le recensement de 1975, il utilisa d'une part cette même nomenclature de 1959 et, d'autre part, une nouvelle nomenclature des activités et des produits (la NAP) de 1973. Pour le recensement de 1999 enfin, on n'a pas utilisé la NAP de 1973 mais la Nomenclature des Activités Françaises (NAF), en vigueur depuis 1993.

A l'aide de documents établis par l'INSEE précisant la correspondance entre ces nomenclatures<sup>14</sup>, nous avons recherché, pour chacune des activités distinguées au tableau n°13 et définies par référence à la « NAF », le regroupement des rubriques de la NAE qui y correspondait le mieux.

Le résultat de ce travail, exposé au tableau ci-après, est nécessairement imparfait et approximatif. Dans le cas présent, il n'a pas permis d'établir des correspondances dans tout le détail souhaité. Par exemple, il nous a fallu regrouper les trois postes de la NAF : « commerce de détail », « commerce de gros » et « intermédiaires », faute de pouvoir trouver dans la nomenclature NAE une correspondance acceptable pour chacun d'entre eux.

Il est probable que les correspondances que nous avons admises tendent à exagérer quelque peu la croissance du nombre de personnes occupées dans les « services rendus aux entreprises » et corrélativement à sous-estimer cette croissance dans le « commerce ».

L'incertitude est également assez grande en ce qui concerne les contours de l'« action sociale ». Peut-être avons-nous aussi exagéré l'accroissement de l'emploi dans ce secteur et l'avons-nous alors sous-estimé dans d'autres secteurs non-marchands.

A notre avis cependant, ces risques d'erreurs ne sont pas si grands qu'ils puissent fausser sensiblement aucun des commentaires de la présente étude.

---

<sup>14</sup> Ces documents sont les suivants :

Table de correspondance NAE -> NAP (brochure ronéotée)

Table de correspondance NAP -> NAE (brochure ronéotée)

Documents non publiés donnant la ventilation des effectifs salariés de chaque rubrique de la NAP entre les rubriques de la NAF.

Tableau a  
Correspondances admises dans la présente étude entre  
les nomenclatures d'activité NAF et NAE

N° d'ordre	Intitulés et numéros de la nomenclature NAF (recensement de 1999)	Numéros de la nomenclature NAE (recensements de 1962 et 1975)
1	Agriculture, forêt, pêche	01 à 05
2	Industrie +énergie	10 à 41 (sauf : 158 Cet D, 293 C, 311 C, 37 et partie de 285 D)
3	Construction	45
4	Secteur tertiaire	toutes activités sauf celles indiquées ci-dessus
5	dont activités assurant une « fonction de circulation »	
6	dont : Transports réguliers	601, 602 A et B
7	Taxis et ambulances	602 E, 851 J
8	Autres transports	60 à 63 (sauf 601 et 602 A, B et E)
9	Postes et télécom	64
10	Activités financières	65,66,67
11	Radio, télévision	922
12	Commerce et location	503 A, 505, 51, 71, 52 (sauf 527)
13	Boulangerie-pâtisserie	158 Cet D
14	Agences immobilières	703 A, 701 F
16	Activités ayant une fonction de soin	
17	dont : Réparation automobile	50 (sauf 503 A et 505) 743 A
18	Autres réparations	285 D (partie) 293 C, 311 C, 527, 725
19	Hébergement, restauration	55
20	Activités récréatives, culturelles et sportives	92 (sauf 922)
21	Services vétérinaires	852
22	Santé (soins de ville)	851 C, E, G, H, K
23	Services personnels	93 (sauf 930 G et H)
24	Domestiques	95
25	Lignes 17 à 24 : services de soin marchands	
26	Voiries, assainissement	37, 90

N° d'ordre	Intitulés et numéros de la nomenclature NAF (recensement de 1999)	Numéros de la nomenclature NAE (recensements de 1962 et 1975)
27	Santé (soins hospitaliers) 851 A et L	910 (sauf 9104), 914, 916
28	Action sociale 853	9104, 915, 919, 9884, 9894
29	Éducation 80	7436, 95, 961, 962
30	Activités associatives 91	986, 989 (sauf 9894) 94
31	Lignes 27 à 30 : services de soin non marchands	
32	Services de régulation	
33	dont : Administrations publiques 75, 930 G, 930 H	626, 85, 92, 930, 936, 938, 950, 960, 970, 98 (sauf 986, 9884 et 989), 99
34	Administrations étrangères et internationales 99	929
35	Services rendus aux entreprises	
36	dont : activités juridiques 741 A	931, 932
37	Travail temporaire 745 B	
38	Autres services aux entreprises 70, (sauf 701 F et 703 A) 72 (sauf 725) 73, 74 (sauf 741A, 743A et 745 B)	557, 558 ; 800 à 803, 807, 809, 812 à 819, 895, 896, 902, 931 à 935, 937, 976 à 978
39	Total de la population active ayant un emploi (= lignes 1+ 2+3+4)	

**Tableau b**  
 Nombre de personnes ayant un emploi par activité économique  
 selon les recensements de 1962, 1975 et 1999

N° d'ordre		1962	1975	1999	Indice : 1999 /1962.100
		en milliers			
1	Agriculture, forêt, pêche	3 889	2 109	949	24,4
2	Industrie +énergie	5 357	5 951	3 991	74,5
3	Construction	1 613	1 965	1 344	83,4
4	Secteur tertiaire	8 091	10 875	16 767	207,2
5	dont activités assurant une « fonction de circulation »	3 644	4 527	5 211	143,1
6	dont : Transports réguliers	476	438	363	76,4
7	Taxis et ambulances	27	36	71	266,4
8	Autres transports	274	382	611	223,0
9	Postes et télécom	294	401	473	160,8
10	Activités financières	320	557	692	216,1
11	Radio, télévision	14	20	33	245,5
12	Commerce et location	2 026	2 482	2 699	133,2
13	Boulangerie-pâtisserie	194	175	184	94,9
14	Agences immobilières	19	36	85	456,1
16	Activités ayant une fonction de soin	2 947	4 114	6 832	232,2
17	dont : Réparation automobile	235	372	396	169,0
18	Autres réparations	96	64	75	78,5
19	Hébergement, restauration	490	529	816	166,3
20	Activités récréatives, culturelles et sportives	109	136	348	319,4
21	Services vétérinaires	6	10	19	339,4
22	Santé (soins de ville)	102	205	425	417,4
23	Services personnels	198	192	234	118,5
24	Domestiques	506	317	258	51,0
25	Lignes 17 à 24 : services de soin	1742	1825	2571	147,6
25 bis	Lignes 17 à 23: marchands	1236	1508	2313	187,1
26	Voirie, Assainissement	38	41	75	194,8
27	Santé (soins hospitaliers)	321	753	1 051	327,3
28	Action sociale	92	182	1 136	1 239,0
29	Éducation	615	1 136	1 682	273,3
30	Activités associatives	135	178	317	235,0
31	Lignes 26 à 30 : services de soin non marchands	1 201	2 290	4 261	354,8
32	Services de régulation	1 160	1 554	2 310	199,1
33	dont : Administrations publiques	1 149	1 541	2 285	198,8
34	Administrations étrangères et internationales	11	12	25	238,2

N° d'ordre		1962	1975	1999	Indice : 1999 /1962.100
		en milliers			
35	Services rendus aux entreprises	337	682	2 408	714,7
		37			
36	dont : activités juridiques	59	80	136	233,3
37	Travail temporaire				
38	Autres services aux entreprises	279	602	2272	815,8
39	Total de la population ayant un emploi	18 950	20 940	23 050	121,6

Tableau c  
Croissance relative de l'emploi par activité (taux annuel en %)

N° d'ordre		De 1962 à 1999	De 1962 à 1975	De 1975 à 1999	Pourcentage de personnes occupées dans les entreprises de 0 à 5 salariés en 1999
		en pourcentage			
1	Agriculture, forêt, pêche	-4,3	-5,3	-3,7	90
2	Industrie +énergie	-1,3	0	-2,0	8
3	Construction	-1,0	+0,75	-2,0	38
4	Secteur tertiaire	+1,4	+1,5	+1,4	-
5	dont activités assurant une « fonction de circulation »	+0,4	+0,9	+0,2	22
6	dont : Transports réguliers	-1,25	-1,4	-1,2	1
7	Taxis et ambulances	+2,1	+1,7	+2,4	59
8	Autres transports	+1,6	+1,8	+1,6	14
9	Postes et télécom.	+0,75	+1,6	+0,3	1
10	Activités financières	+1,6	+3,6	+0,5	10
11	Radio, télévision	+1,9	+2,2	+1,8	11
12	Commerce et location	+0,2	+0,8	0	31
13	Boulangerie-pâtisserie	-0,7	-1,7	-0,2	63
14	Agences immobilières	+3,6	+4,3	+3,3	68
16	Activités ayant une fonction de soin	+1,8	+1,8	+1,7	-
17	dont : Réparation automobile	+0,9	+2,8	-0,1	38
18	Autres réparations	-1,2	-3,7	+0,3	59
19	Hébergement, restauration	+0,8	-0,2	+1,4	45
20	Activités récréatives, culturelles et sportives	+2,6	+0,9	+3,6	38
21	Services vétérinaires	+2,8	+3,9	+2,2	87
22	Santé (soins de ville)	+3,4	+4,7	+2,7	78
23	Services personnels	-0,1	-1,0	+0,4	75
24	Domestiques	-2,3	-4,3	-1,3	-
25	Lignes 17 à 24 : services de	+0,6	-0,4	+1,0	-
25 bis	Lignes 17 à 23: soin marchands	+1,2	+0,8	+1,4	52
26	Voirie, assainissement	+1,3	-0,3	+2,2	-
27	Santé (soins hospitaliers)	+2,7	+6,0	+1,0	-
28	Action sociale	+6,5	+4,6	+7,6	-
29	Éducation	+2,2	+4,0	+1,2	-
30	Activités associatives	+1,8	+1,4	+2,0	-
31	Lignes 26 à 30 : services de soin non marchands	+2,9	+4,3	+2,2	-
32	Services de régulation	+1,3	+1,5	+1,3	-
33	dont : Administrations publiques	+1,3	+1,5	+1,25	-
34	Administrations étrangères et internationales	+1,8	+0,3	+2,7	-

N° d'ordre		De 1962 à 1999	De 1962 à 1975	De 1975 à 1999	Pourcentage de personnes occupées dans les entreprises de 0 à 5 salariés en 1999
		en pourcentage			
35	Services rendus aux entreprises	+4,9	+4,8	+5,0	24
36	dont : activités juridiques	+1,8	+1,6	+1,85	55
37	Travail temporaire				1
38	Autres services aux entreprises	+5,3	+5,3	+5,3	27
39	Total de la population ayant un emploi	0	0	0	

Le tableau d) ci-après, établi à partir des données présentées par le tableau précédent (c), fait ressortir la nature des inflexions de l'évolution de l'emploi aux alentours de 1975, selon l'activité économique.

Pour la plupart des activités, le rythme de la croissance relative de l'emploi a connu une inflexion significative entre les deux périodes considérées (écart d'au moins 0,5 point entre les 2 taux correspondants)

Ce rythme a diminué (voir partie droite du tableau) pour la plupart des services relevant de la fonction « circulation – communication -distribution », et a augmenté au contraire pour la plupart de ceux que nous avons classés dans la fonction de « soin ».

Certaines exceptions méritent quelques commentaires.

Parmi les services relevant de la fonction « circulation... », il paraît assez normal que le transport par taxi fasse exception car la productivité du travail ne peut guère y progresser.

Parmi les services de soin, la réparation automobile constitue une exception, à première vue plus étonnante. Ses effectifs ont suivi une évolution inverse de ceux des activités de réparation : après une rapide augmentation entre 1962 et 1975, ceux-ci ont plafonné après cette date. Cela tient peut-être pour une part au fait que l'emploi dans ce secteur correspond à la fois au travail qui est affecté au commerce de l'automobile et à celui qui l'est à la réparation proprement dite, sans qu'il soit possible de distinguer entre les deux éléments.

Deux autres secteurs de soin, forts importants, font aussi apparemment exception : la santé et l'éducation. La croissance de leurs effectifs, en effet, s'est nettement ralentie après 1975, tout en poursuivant, il faut le souligner, un rythme relativement rapide.

Tableau d  
Les tournants de l'évolution de l'emploi aux alentours de 1975  
dans les diverses branches d'activité

Taux annuel de la croissance relative de l'emploi dans le secteur considéré (en pourcentage)							
PLUS ELEVE APRES 1975 QU'AVANT				PLUS FAIBLE APRES 1975 QU'AVANT			
	Taux moyen		Ecart		Taux moyen		Ecart
	De 1962 à 1975	De 1975 à 1999	b-a		De 1962 à 1975	De 1975 à 1999	b-a
	a	b	c		a	b	C
<u>Décroissance puis croissance</u>				<u>Croissance puis décroissance</u>			
Réparation sauf automobile	-3,8	+0,3	+4,1	Réparation et commerce auto.	+2,9	-0,1	-3,0
Voirie, assainissement...	-0,3	+2,2	+2,5	Construction	+0,75	-2,0	-2,75
Services personnels	-0,5	+1,3	+1,8	Industrie + Energie	+e	-2,0	-2,0
Hébergement, restauration	-0,2	+1,4	+1,6	Commerce	+0,8	-e	-0,8
<u>Accélération de la croissance</u>				<i>Accélération de la décroissance</i>			
Action sociale	+4,6	+7,6	+3,0				
Activ. récréat. cultur. sportiv.	+0,9	+3,6	+2,7				
Transports par taxi	+1,7	+2,4	+0,7				
Activités associatives	+1,4	+2,0	+0,6				
<u>Ralentissement de la décroissance</u>				<u>Ralentissement de la croissance</u>			
Domestiques	-4,3	-1,3	+3,0	Santé (hôpitaux)	+6,0	+1,0	-5,0
Agriculture	-5,3	-3,7	+1,6	Banques, assurances	+3,6	+0,5	-3,1
Boulangerie – Pâtisserie	-1,6	-0,2	+1,4	Education	+4,0	+1,2	-2,8
				Santé (soins de ville)	+4,7	+2,6	-2,1
				Postes et télécoms	+1,6	+0,3	-1,3
<b><u>Pas d'inflexion sensible</u></b>							
<i>Croissance constante</i>				<i>Décroissance constante</i>			
Services aux entreprises	+4,8	+5,0		Transports réguliers	-1,4	-1,2	
Radio et télévision	+2,2	+1,8					
Transport (sauf taxis et transports réguliers)	+1,8	+1,6					
Administration publiques	+1,5	+1,3					

**ANNEXE 10**  
**EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE LA CONSOMMATION DES MENAGES**  
**AVANT ET APRES 1985**

L'année 1985 marque un tournant en ce qui concerne le prix de l'énergie : par rapport à l'évolution générale des prix, ce prix particulier avait fortement augmenté entre 1973 et 1985. Il a sensiblement baissé entre 1985 et 2000. Le tableau suivant montre que cela n'a pas empêché la baisse de la consommation d'énergie en volume de continuer à peu près au même rythme après 1985.

De même, les principaux aspects de la structure de la consommation que l'évolution du prix de l'énergie était, à priori, susceptible d'affecter se sont modifiés dans le même sens entre 1985 et 2000 qu'entre 1973 et 1985, quoique, il est vrai, à un rythme moindre.

**Taux annuels d'accroissement relatif**

		1960 à 1973	1973 à 1985	1985 à 2000
		%	%	%
	Energie (Prix)	-3,2	+2,8	-2,2
	Energie (volume)	+0,9	-0,8	-0,9
a	Ensemble des biens (volume)	+0,5	-0,6	-0,2
b	Ensemble des services (1)	-1,4	+0,3	+0,1
	b-a	-1,9	+0,9	+0,3
a	Transports	+1,1	-0,3	0
b	Télécommunications	+1,8	+10,8	+5,5
	b-a	+0,7	+11,1	+5,5
a	Transports individuels	+1,9	-0,5	-0,1
b	Transports collectifs	-1,9	-0,2	+0,2
	b-a	-3,8	+0,3	+0,3
a	Achats de biens durables ou semi-durables	+7,2	-0,7	+0,1
b	Locations (sauf logements)	NS	+8,5	+2,6
	b-a	-	+9,2	+2,5
a	Achats autos neuves <sup>(2)</sup>	+5,7	+0,4	-1,6 (4)
b	Réparation autos <sup>(2)</sup>	-0,7	-1,4	-0,5 (4)
	b-a	-6,4	-1,8	+1,1
a	Achats autres biens durables <sup>(2)</sup>	+3,6	+0,8	+1,4 (4)
b	Réparation (sauf rép. autos) <sup>(2)</sup>	-4,0	+0,6	-0,7 (4)
	b-a	-13,0	-2,7	-4,2
A	Construction de logements <sup>(3)</sup>	+4,2	-5,3	-1,1
b	Réparation des logements <sup>(3)</sup>	+2,5	-1,7	-0,2
	b-a	-1,7	+3,6	+0,9

(1) Non compris le service du logement.

- (2) Face à de fortes divergences entre la série chronologique en base 1995 et la série en base 1980 pour les postes « réparations » et « automobile », on a préféré retenir ici la série en base 1980.
- (3) La construction de logements comme le gros entretien des logements, s'ils sont payés par les ménages, sont considérés comme des dépenses d'investissement et non comme des dépenses de consommation, à la différence du « petit entretien des logements ». Ce qui n'empêche pas de mesurer le rythme de leur évolution à celui de la consommation totale.
- (4) Ce taux concerne la période 1985 à 1997.

*Sources* : sauf indication contraire, INSEE base 1995.

**ANNEXE 11**  
**ACHAT DE SERVICES DE REPARATION**  
**OU ACHATS DE BIENS DESTINES A L'AUTOPRODUCTION DE CES SERVICES**

	Taux d'accroissement annuel moyen (en %)				Coefficients budgétaires (calculés aux prix courants)		
	de la consommation (en volume)		des prix				
	de 1960 à 1973	de 1973 à 2000	De 1960 à 1973	de 1973 à 2000	1960	1973	2000
Services de réparation et d'entretien <sup>(3)</sup> (sauf réparation autos)	+5,6	+1,0 <sup>(1)</sup>	+6,1	+8,6 (1)	1,100	1,356	1,569 <sup>(2)</sup>
Matériel et équipement pour bricolage <sup>(4)</sup>	+7,7	+0,7	+4,0	+5,8	1,375	1,601	1,031
Ensemble de la consommation des ménages	+5,1	+2,4	+4,8	+5,7	100	100	100

(1) Ce taux concerne la période 1973 à 1997 seulement.

(2) Ce coefficient concerne l'année 1997

(3) On a regroupé ici les postes H1 (petit entretien du logement) et J33 (réparations diverses autres qu'automobiles).

(4) Sous cet intitulé on a ici agrégé les estimations de la consommation des ménages pour les produits suivants : E14D, E2, F31A, F43A, F43B, F43D, F46C, F5, F6.

*Sources :*

- Pour les 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> lignes : INSEE CEDEROM, *Quarante ans de consommation des ménages 1960-2000* (base 1995)
- Pour la 1<sup>ère</sup> ligne, compte tenu des anomalies présentées par la source précédente pour les activités de réparation, on a retenu les estimations antérieurement publiées de l'INSEE, en base 1980 ; ce qui obligeait à se limiter à la période 1960 à 1997.



## BIBLIOGRAPHIE

Bénard Jean et al. « L'exécution du troisième plan français. Essai de mesure » *Bulletin du CEPREL* n°2, juillet 1964.

Boissonnat Jean : *Le travail dans vingt ans* Paris : Odile Jacob, 1995.

Dubois Paul, « Vingt ans après : les projections 1985 confrontées à la réalité » *Economie et statistique* n° 177 mai, 1985.

Fontaine Claude, « Le rôle des services dans l'économie française et son développement ». *Chronique de la SEDEIS*, 15 décembre 1977.

Fontaine Claude, *L'expansion des services* Paris : Rexservices, 1987

Gadrey Jean, *Services : la productivité en question*, Paris : Desclée de Brouwer, 1996.

Gadrey Jean, « Critique du paradigme industrialiste », in : *L'innovation dans les services*, Paris : Economica, 1999.

Gadrey Jean, *Socio-économie des services*, Paris : La Découverte, 2003.

Gaspard Michel, direction d'un ouvrage collectif *Revenus et consommation des Français : le grand tournant* Paris : La documentation française 1985.

Gaspard Michel, *Les services contre le chômage*, Paris : Syros Alternatives, 1988.

Gershuny Jonathan: *After industrial society ? The emerging self service economy*, Londres : MacMillan, 1978.

Gorz André, *Métamorphoses du travail, quête du sens*, Paris : Galilée, 1988

Granrut Charles du, *Futuribles*, n° 233, juillet 1998.

Granrut Charles du, *Futuribles*, n° 257, octobre 2000.

Léridon Françoise, « Dix ans d'expérience de prévision de l'emploi » *Population* n°3 1961.

L'Hardy Philippe et Trognon Alain « Le mythe du nouveau consommateur » *Economie et statistique*, juillet 1980.

Louvot-Runavot Claudie, « Quel est le taux d'épargne des ménages français ? » in *L'économie française* ( édition 2002-2003) Paris : Le livre de poche –INSEE.

Mendras Henri, *La France que je vois*, Paris : Autrement Frontières 2002.

Pavy Gérard, «Le retournement de l'année 1965 », in Henri Mendras :*La sagesse et le désordre*, France 1980, Paris : Gallimard,1980.

Perret Bernard et Roustang Guy, *L'économie contre la société*, Paris : Le Seuil,1993.

Petit Pascal, *La croissance tertiaire*, Paris : Economica 1988.

Plassard François, *Rétrospective de la prospective dans les transports et l'aménagement du territoire*, coll. Travaux et recherches de prospective n°20, mars 2004, Paris :Futuribles International.

Prospective des métiers et des qualifications (rapport d'un groupe de travail présidé par Claude Seibel), Paris : La documentation française, 2002

Réflexions pour 1985 (rapport du Commissariat du Plan), Paris : La documentation française 1964.

Reich Robert, *L'économie mondialisée*, Paris : Dunod, 1993.

Rifkin Jeremy, *La fin du travail*, Paris : La Découverte 1996.

Roustang Guy, *Le travail autrement*, Paris : Dunod, 1982.

Trogan Philippe « L'emploi dans les services : une croissance quelque peu ambiguë »*Economie et statistique*, n°171-172, novembre-décembre 1984.

Vernières M. et al. , *L'emploi tertiaire*, Paris : Economica, 1985.

Vimont Claude « Quels emplois faut-il créer en France pour les années à venir ? » *Chronique de la SEDEIS*, décembre 1985.

Vimont Claude « L'emploi industriel dans les pays occidentaux » *Chronique de la SEDEIS*, mars 1986

Vimont Claude « Emplois d'entraînement et emplois d'accompagnement » *Chronique de la SEDEIS*, juin 1986.

Vimont Claude « L'industrie française sera-t-elle de nouveau créatrice d'emploi ? » *Chronique de la SEDEIS*, janvier 1989.